RDC : coup d'envoi du retrait progressif de la force de l'ONU

@rib News,Â 28/02/2024Â â€“ SourceÂ AFP La Mission de l'ONU en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (Monusco) a amorcÃ© mercredi son retrait du pays, rÃ©clamÃ© par Kinshasa qui la juge inefficace, avec la remise officielle aux autoritÃ©s congolaises de la premiÃ¨re de ses bases du Sud-Kivu (est). Au cours d'une cÃ©rÃ©monie Ã la base de Kamanyola, tout prÃ¨s des frontiÃ¨res rwandaise et burundaise, les drapeaux des Nations unies et du Pakistan, pays d'origine des Casques bleus qui en avaient la responsabilitÃ©, ont Ã©tÃ© remplacÃ©s par celui de la RDC, a constatÃ© une Ã©quipe de l'AF AprÃ¨s 25 ans de prÃ©sence, le dÃ©part des Casques bleus a Ã©tÃ© actÃ© en dÃ©cembre par le Conseil de sÃ©curitÃ© de malgrÃ© ses inquiÃ©tudes sur l'escalade de la violence dans l'Est congolais. La Monusco (ex-Monuc), qui compte actuellement environ 15.000 Casques bleus, est encore prÃ©sente dans les trois provinces les plus troublÃ©es de la rÃ©gion, le Sud et le Nord-Kivu, ainsi que l'Ituri. Pour un retrait que l'ONU et Kinshasa disent vouloir "ordonnÃ©, responsable et durable", un "plan de dÃ©sengagement" en trois phases a Ã©tÃ© adoptÃ©. La premiÃ¨re planifie le retrait de la Monusco du Sud-Kivu, d'ici le 30 avril pour ses militaires et policiers, le 30 juin pour sa composante civile. Avant le mois de mai, la force onusienne est donc censÃ©e quitter ses 14 bases de la province et les cÃ©der aux forces de sÃ©curitÃ© congolaises. Celle de Kamanyola est la premiÃ¨re dont les clÃ©s ont Ã©tÃ© remises Ã la police nationale (PNC). "Ni chaud ni froid" C'est un "moment historique", a estimÃ© dans son discours le commandant en chef par intÃ©rim des forces de la Monusco, le gÃ©nÃ©ral Diouf Khar. "On a commencÃ© par Kamanyola parce qu'il y a ici une stabilitÃ© qui nous permet de partir", a ensuite dÃ©clarÃ© Ã la presse la cheffe de la Monusco, Bintou Keita. Dans la citÃ© d'une centaine de milliers d'habitants, les avis sont partagÃ©s sur ce dÃ©part. "Ã‡a ne me fait ni chaud ni froid", lÃ¢che Ombeni Ntaboba, prÃ©sident du Conseil local des jeunes. Chaque soir, dit-il, "on les voyait se promener dans des blindÃ©s vers la plaine de la Ruzizi", bande frontaliÃ¨re sous la menace de groupes armÃ©s rÃ©siduels. "Mais il y a toujours de l'insÃ©curitÃ©, des vols Ã main armÃ©e, des kidnappings...", poursuit le jeune homme. "On salue la dÃ©cision du gouvernement congolais", dÃ©clare Mibonda Shingire, militant des droits humains, qui dit juste craindre "l'impact nÃ©gatif sur le plan Ã©conomique", puisque des habitants de Kamanyola avaient "de l'emploi Ã la base de la Monusco". Certains, comme JoÃ© Wendo, enseignant, redoutent au contraire "le vide sÃ©curitaire" laissÃ© par le dÃ©part de la centaine de Casques bleus pakistanais de Kamanyola, oÃ¹ leur base avait Ã©tÃ© Ã©tablie en 2005. "Avec leur prÃ©sence, on Ã©tait quand mÃªme Ã l'abri des envahisseurs rwandais", estim "Combler le vide" sÃ©curitaire Le retrait de la Monusco des provinces de l'Est, en proie Ã des violences armÃ©es chroniques depuis 30 ans, est amorcÃ© alors que le Nord-Kivu connaÃ®t un pic de crise depuis la rÃ©surgence, fin 2021, de la rÃ©bellion du M23 ("Mouvement du 23 mars") qui, soutenue par le Rwanda, s'est emparÃ©e de vastes pans de territoire. Les combats se sont intensifiÃ©s dÃ©but fÃ©vrier non loin de la capitale provinciale Goma et la Monusco, plus souvent conspuÃ©e que saluÃ©e par la population, a pris soin de rappeler qu'elle "soutient les forces armÃ©es congolaises", "dÃ©fend des positions", "facilite le passage sÃ©curisÃ© des civils"... "Le dÃ©part des Casques bleus de la Monusco nous inquiÃ¨te, en ce moment oÃ¹ le pays est en guerre avec les rebelles appuyÃ©s par nos voisins rwandais", reconnaÃ®t BÃ©atrice Tubatunziye, responsable d'une association de dÃ©veloppement Ã Kamanyola, qui veut toutefois croire que l'armÃ©e congolaise "saura vite combler ce vide". L'ONU souligne avec insistance que le dÃ©part des Casques bleus doit s'effectuer en parallÃ¨le d'une "montÃ©e en puissance" des forces de sÃ©curitÃ© congolaises qui devront prendre le relais pour protÃ©ger les civils. AprÃ¨s le Sud-Kivu, les 2e et 3e phases du "dÃ©sengagement" concerneront l'Ituri et le Nord-Kivu, mais elles ne seront activÃ©es qu'aprÃ¨s des Ã©valuations rÃ©guliÃ¨res de la mise en Å“uvre des Ã©tapes prÃ©cÃ©dentes. E janvier, le ministre congolais des Affaires Ã©trangÃ¨res, Christophe Lutundula, a clairement souhaitÃ© que le retrait soit complet Ã la fin de cette annÃ©e. Le Conseil de sÃ©curitÃ© n'a quant Ã lui pas fixÃ© de date limite.